

CA du 7 juin : des manœuvres, une majorité relative mais pas de majorité absolue

Le 7 juin 2024, le président Frédéric Fleury a échoué à réunir une majorité absolue des membres du Conseil d'Administration autour de son **Document d'Orientation Stratégique (DOS)** de transformation de LYON 1 en Établissement Public Expérimental (EPE). La séance fut éprouvante pour **la majorité des membres élus des personnels et des étudiants Lyon 1 qui, selon nos calculs, ont rejeté ce projet.**

BILAN DU SCRUTIN : 14 POUR, 11 CONTRE, 1 ABSTENTION

Le DOS n'a obtenu qu'une majorité relative puisque le CA est constitué de 28 administrateurs (20 élus et 8 extérieurs).

Comment interpréter ces chiffres ?

14 POUR : 5 membres extérieurs désignés par la majorité présidentielle en 2020 et 9 élus Lyon 1

11 CONTRE : 11 élus Lyon 1

1 blanc

2 non-participations (CNRS et Région)

Une foule intimidante

CONTRE L'EPE : Les personnels et étudiants avaient organisé un rassemblement dans le calme à l'extérieur du bâtiment pour rappeler aux membres du CA que cette transformation se poursuit en l'absence totale de consensus. Deux d'entre eux ont été invités à s'exprimer brièvement en début de séance, puis sont ressortis. Ils n'ont pas eu le droit d'assister au conseil d'administration.

POUR L'EPE : Le président avait rassemblé ses partisans. Mais à l'intérieur de la salle du Conseil. Pour eux, droit de présence et de parole ! Jamais la salle du Conseil n'avait été aussi pleine. Une partie de l'équipe présidentielle ainsi que la plupart des directrices et directeurs des seize composantes étaient présents. Le directeur de l'école privée CPE était également dans la salle. Ils ont été très nombreux à prendre longuement la parole (au moins 12 interventions).

Dans cette « forêt intimidante » de costumes sombres, il était difficile pour les administrateurs de trouver une place et de s'asseoir. Curieusement, c'est ce même président qui disait préférer les CA « sans public » afin que les membres ne travaillent pas sous la pression... Plusieurs élus nous ont affirmé qu'il avait été très difficile pour eux d'oser prendre la parole dans un tel contexte. Et sont restés silencieux.

La grande disparition : le Conseil Académique

A la tribune, le président du Conseil Académique (CAc) Hamda Ben Hadid, que l'on n'avait pas vu au CA depuis de nombreux mois.

Mais il faut souligner qu'il était présent sans aucun mandat ! A aucun moment il n'a interrogé le Conseil Académique plénier (qu'il préside) sur le projet d'EPE transformant l'université LYON 1 autour de trois PFR. Comment est-il possible de passer outre le code de l'éducation, qui précise pourtant clairement la nécessité de consulter le CAc en amont du vote du DOS par le CA ? La réponse officielle de M. Ben Hadid à ce sujet, posée en séance par un élu, est édifiante et peut se résumer en deux points : « le Bureau du CAc n'a pas jugé utile d'interroger le Conseil » et « le CAc n'a pas le temps ». Pas le temps de convoquer le Conseil Académique sur un sujet aussi essentiel ? Pour information, le CAc ne s'est jamais réuni de façon plénière depuis décembre 2023.

Le rôle clé des personnalités extérieures sur le résultat du vote

Parmi les 28 membres du CA, il y a 8 personnalités extérieures à l'université. Dans un contexte où le président était conscient que les élus Lyon 1 étaient majoritairement opposés, il devait à tout prix obtenir des soutiens parmi les huit extérieurs. Cinq d'entre eux, qui ont initialement été désignés par sa majorité, ont très logiquement voté en faveur du DOS présenté. Pour rappel [la liste de ces membres est publique](#) sur le site de l'université.

En revanche, on ne peut que saluer l'attitude sage et publiquement justifiée de la Métropole de Lyon et du CNRS ; tous deux ont expliqué que le projet n'étant plus un projet de site, il s'agissait d'une « affaire interne » à l'université et que par conséquent ils restaient neutres. Ainsi, le CNRS n'a pas participé au vote et la Métropole s'est très vraisemblablement abstenue. La Région, pour sa part, n'a pas non plus pris part au vote en ne siégeant pas.

Mais où était la parole du secteur sciences ?

Le secteur santé, par le soutien du directeur des HCL¹ mais aussi par les interventions soigneusement préparées – et parfois même applaudies - de doyens de médecine, a défendu de manière inconditionnelle ce projet. Ce qui est assez logique, puisque comme nous l'avons déjà dit et écrit, un PFR unifiant la santé est un consensus auquel nous nous associons sans réserve. Remarquons toutefois que personne en santé n'a semblé ému par le refus du projet de l'UFR STAPS, pourtant sensé rejoindre le PFR « Santé-Sport ». Un détail.

¹ Rappelons que si le projet abouti, le directeur général des HCL sera membre d'office du CA de l'EPE ainsi que de son directoire ; privilège qu'il partagera avec le président de l'EPE et le directeur de CPE.

En revanche, nous avons assisté à un paradoxe qui aurait pu surprendre bien des observateurs. Alors que les consultations dans le secteur sciences et technologies ont mis à jour un très large rejet du projet, aucun représentant de ce secteur n'a porté ces réserves auprès du Conseil d'Administration. Rappelons que le président Fleury lui-même relève de ce secteur ! La voix de la Faculté des Sciences, de l'UFR Biosciences, de la physique, des mathématiques, des STAPS, de l'ISFA ou encore de l'INSPE a été défendue par... le professeur Bruno Lina, lui-même PU-PH !

Et il n'a pas reçu dans ce soutien la moindre aide du directeur de la Faculté des Sciences (M. Andrioletti) ni de la directrice de l'UFR Biosciences (Mme Gieseler), pourtant tous les deux présents, et qui ont pris la parole. Non pas pour communiquer et transmettre les réserves de leur Conseils de Composantes respectifs comme l'aurait exigé leur mandat, mais pour au contraire exposer exactement le contraire. Pour M. Andrioletti, le Conseil de la Faculté des Sciences ne serait « pas opposé à la séparation entre sciences et ingénierie », alors que c'est l'ensemble du DOS qui a été rejeté par son Conseil, sans nuance, et que ce point a bien été abordé dans les débats. Mme Gieseler pour sa part « regrette le vote de son Conseil », car « il y a unanimité à rejoindre le PFR sciences » et Biosciences est « engagé depuis 2018 pour l'Université Cible et pour promouvoir la biologie ».

En quelques phrases, se trouvent discrédités des votes qui représentent les 2/3 des personnels, des étudiants et des unités de recherche du secteur sciences et technologies de l'université. Une fois de plus, on invisibilise les oppositions vis à vis du projet EPE, pourtant argumentées et massives parmi les personnels et étudiants.

Notre groupe poursuivra son engagement dans la mise en place d'un projet alternatif de restructuration **sans la transformation opportuniste, inadéquate et maladroite en EPE**, plus que jamais compromise par l'absence de la nécessaire majorité absolue. Il est urgent d'arrêter de confronter les secteurs sciences et santé, et de préparer l'alternance dans le cadre des élections prochaines.



<https://www.nouvelelanpouluniversite.fr/>